🗣️DÉCLARATION PRÉALABLE LFI 24 👇
30 octobre Périgueux



« Votre présence, ce soir, témoigne de notre solidarité avec les victimes et leurs proches, mais aussi de notre refus de laisser le racisme, la haine et les discours qui les alimentent gagner du terrain dans notre société.
Nous nous retrouvons pour rendre hommage à Pengo Bossio Wangi, assassiné lors de l'attentat raciste survenu à Trappes et à La Verrière, dans les Yvelines, ce 23 octobre. Nous voulons également exprimer tout notre soutien aux cinq autres personnes blessées dans cette attaque et à leurs proches.
Nous pensons en particulier à la plus jeune victime, une fillette de 12 ans, toujours hospitalisée, qui passait simplement par là « pour aller à la piscine », comme le rapporte sa mère. Elle souffre aujourd'hui de huit impacts de balle.
Nous adressons nos plus sincères condoléances à la famille de Pengo Bossio Wangi.
Nous voulons nommer clairement ce qui s'est passé : un crime raciste, négrophobe et islamophobe. Les victimes auraient été

choisies en raison de leur appartenance réelle ou supposée à des communautés noires, arabes ou musulmanes.
Nommer le racisme, c'est une première étape indispensable pour le combattre. Car cet attentat ne peut être compris indépendamment du climat politique et médiatique dans lequel nous vivons.
Notre pays a connu une hausse de 88 % des actes islamophobes en 2025, Pourtant, l'islamophobie reste trop souvent minimisée, voire niée, par une partie de la classe politique.
Le Collectif contre l'islamophobie en France a été dissous en décembre 2020.
En avril 2025, dans le Gard, Aboubakar Cissé, 22 ans, a été tué à coups de poignard alors qu'il priait. Face à ce crime, Bruno Retailleau, alors ministre de l'Intérieur, avait refusé de se déplacer, déclarant qu'il ne « se déplaçait pas à chaque fois ».
Comment ne pas voir, dans cette attitude, le refus de prendre pleinement la mesure de l'islamophobie ?
Comment ne pas faire le lien avec la banalisation de la théorie raciste du « grand remplacement », popularisée par Renaud Camus et reprise jusque dans les rangs des Républicains, lorsque Valérie Pécresse emploie cette formule en pleine campagne présidentielle ?
Comment ne pas penser également aux autres victimes de violences racistes, comme Hichem Miraoui, tué par son voisin dans le Var en mai 2025, ou Ismael Aali, 20 ans, retrouvé mort dans un étang près de Lyon en janvier 2026 ?
Ces drames ne doivent jamais être considérés comme des faits isolés, déconnectés de leur contexte. Ils nous obligent à regarder en face les conséquences de la progression du racisme dans notre société.
Car les bourreaux ne sont pas toujours seuls. Il existe aussi des responsables politiques et des figures médiatiques qui, par leurs discours, désignent des populations comme des ennemis de l'intérieur. En opposant les citoyens selon leur couleur de peau, leur origine ou leur religion supposée, ils contribuent à légitimer la haine et à installer l'idée que certains de nos concitoyens seraient moins français que d'autres.
Quand des responsables politiques reprennent la théorie du « grand remplacement », quand des chaînes d'information en

continu parlent du « Trappistan », quand Jordan Bardella qualifie Trappes de « république islamique en miniature » ou de « capitale européenne du jihad », ce ne sont pas de simples mots prononcés dans le vide.
Ces discours construisent un imaginaire dans lequel des villes entières et leurs habitants sont désignés comme une menace. Ils nourrissent les préjugés, alimentent la peur et contribuent à rendre acceptable l'hostilité envers des populations entières.
Nous devons donc interroger la responsabilité des médias d'information en continu, publics comme privés, lorsqu'ils offrent une place disproportionnée aux promoteurs des thèses racistes du Rassemblement national, de Reconquête et d'une partie de la droite.
Nous devons également nous interroger collectivement :
Pourquoi des concitoyens partagent aujourd'hui une vision ethniciste de la société ?
Pourquoi d'autres, sans nécessairement adhérer à ces idées, finissent par les tolérer ou par s'en accommoder ?
Comme l'a rappelé le maire de Trappes, Ali Rabeh, « le discours de l'extrême droite, ce n'est pas seulement des mots portés par des élus sur les plateaux télé, plus ou moins bien poudrés, mais ce sont des mots qui arment idéologiquement la main de meurtriers ».
Cette mise en garde doit être entendue. Le danger, c'est aussi la progression de discours qui désignent des populations entières comme des menaces pour la société et contribuent à banaliser les préjugés et les discriminations.
Nous devons également nous inquiéter de la progression des groupuscules fascistes, de leurs manifestations dans les grandes villes et des ratonnades qui visent des personnes en raison de leurs origines réelles ou supposées.
Sommes-nous en 1934 ?
Que font la police et les médias face à cette montée de la violence raciste ?
Ali Rabeh pose cette question essentielle : « Le danger, c'est l'extrême droite qui pourrait prendre le pouvoir. Si l'extrême droite prend le pouvoir, imaginez ce que sera dans nos rues la chasse à la femme voilée. »
Oui,nous devons mesurer ce danger. Mais nous devons aller plus loin encore. On ne peut pas prétendre défendre une République

une et indivisible tout en multipliant les politiques qui stigmatisent une partie de la population.
La loi de 2004 sur le port des signes religieux à l'école, les lois relatives à l'immigration et au séparatisme, ou encore la loi sur l'abaya doivent être replacées dans le débat sur la manière dont les pouvoirs publics traitent les populations musulmanes et celles qui sont perçues comme telles.
Nous refusons que la République soit invoquée pour justifier des discriminations ou désigner toujours les mêmes citoyens comme un problème à résoudre.
Cette lutte contre le racisme nous conduit aussi à regarder notre histoire récente. Nous commémorons la disparition de Zyed Benna et Bouna Traoré, morts le 27 octobre 2005, électrocutés dans un transformateur électrique alors qu'ils cherchaient à échapper à un contrôle de police.
Leur mort allait déclencher trois semaines de révoltes dans les quartiers populaires de France. Pendant que les images de voitures incendiées tournaient en boucle, les voix des habitants peinaient à se faire entendre.
Vingt et un ans plus tard, ce constat reste douloureusement actuel : les images spectaculaires occupent l'espace médiatique, tandis que les paroles des habitants des quartiers populaires, leurs difficultés, leurs expériences des discriminations et leurs aspirations restent trop souvent reléguées au second plan.
Nous le disons clairement : lutter contre le racisme implique aussi de refonder la police pour qu'elle soit reconnue comme une institution protectrice par toutes les populations. Cela suppose de combattre les discriminations, de garantir l'égalité devant la loi et de restaurer la confiance entre la police et les citoyens.
La lutte contre le racisme ne peut pas se limiter à condamner les crimes une fois qu'ils ont été commis. Elle exige de s'attaquer à leurs causes, aux préjugés qui les nourrissent et aux discours qui les banalisent.
C'est pourquoi nous appelons à une mobilisation massive dans toutes les initiatives antiracistes et décoloniales, notamment le 5 novembre prochain.
Le 5 novembre est réellement un appel à une grève générale, antiraciste et anticoloniale ! C'est historique
Alors mobilisons-nous toutes et tous !

Rassemblons-nous plus que jamais autour de principes fondamentaux : Dignité humaine, Egalité des droits, Refus de toute discrimination.
Aujourd'hui, nous sommes réunis pour Pengo Bossio Wangi, pour les cinq autres personnes blessées, pour cette enfant de 12 ans, pour leurs familles et leurs proches.
Nous sommes également solidaires des habitants de Trappes et de La Verrière, ainsi que de toutes celles et ceux qui subissent le racisme dans notre pays.
Notre devoir est d'être à leurs côtés, dans leur combat pour l'égalité réelle et pour l'abolition du racisme.
Parce que nous refusons la haine.
Parce que nous refusons que certains citoyens soient désignés comme des ennemis en raison de leur origine ou de leur religion.
Parce que nous voulons une République qui protège réellement chacune et chacun, sans distinction.
Nous vous invitons maintenant à observer une minute de silence en hommage à Pengo Bossio Wangi, aux victimes de cet attentat raciste et à toutes celles et tous ceux qui ont perdu la vie sous les coups du racisme.
LFI Dordogne, 29 octobre 2026